

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2011

LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET RÉGIONALE

La reprise mondiale marque le pas

La croissance économique mondiale est plus modérée en fin d'année 2011 ; elle reste solide dans les économies émergentes mais ralentit en raison de la baisse de la demande interne et externe. Les perspectives de croissance mondiale sont atones. La hausse des prix reste contenue dans les pays développés et les tensions inflationnistes s'atténuent un peu dans les économies émergentes.

Aux États-Unis, la croissance économique accélère au dernier trimestre (+0,7 % par rapport au troisième trimestre 2011, après +0,5 %). En raison de cette expansion modérée de l'économie et d'une poursuite de l'amélioration du marché du travail, le FOMC (Comité fédéral de l'open market) a décidé, le 25 janvier 2012, de maintenir la fourchette de son taux objectif des fonds fédéraux entre 0,0 % et 0,25 %, en indiquant qu'il prévoyait le maintien de taux très bas au moins jusqu'à fin 2014.

En Europe, le PIB se contracte de 0,3 % par rapport au trimestre précédent tant pour la zone euro que pour l'UE27. Sur l'ensemble de l'année, le PIB augmente respectivement de 1,5 % et 1,6 %. La hausse des prix (IPCH) dans la zone euro est revenue à 2,7 % en décembre après 3 % en novembre. La BCE a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés, estimant que les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester limitées même si la hausse demeure supérieure à 2 % pendant encore quelques mois.

En France, le PIB progresse de 0,2 % au quatrième trimestre après +0,3 % au trimestre précédent. En moyenne annuelle, la croissance est de 1,7 % en 2011, après +1,4 % en 2010. La consommation des ménages baisse légèrement en fin d'année, alors que l'investissement accélère. La contribution extérieure est positive, sous l'effet de l'augmentation des exportations conjuguée à la baisse des importations.

Les économies régionales se stabilisent

A **l'île Maurice**, le PIB au prix de base augmente de 3,7 % au troisième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010. La consommation finale continue d'être dynamique, tirée par les dépenses des ménages. L'investissement, mal orienté depuis fin 2010, se stabilise globalement, mais continue de se dégrader dans la construction. Par ailleurs, les exportations de biens et services progressent de 9,9 % sur un an. Pour l'ensemble de l'année 2011, le bureau mauricien de la statistique estime la croissance à 4,1 %, après +4,2 % en 2010.

Le rythme de croissance de l'économie **sud africaine** se stabilise au troisième trimestre 2011, avec une progression de 1,4 % (PIB annualisé, CVS). Les services aux entreprises, le commerce et l'hôtellerie-restauration sont les principaux secteurs contribuant à cette augmentation.

L'activité économique de **Madagascar** reste bien orientée au quatrième trimestre 2011. Le nombre de créations d'entreprises poursuit la forte croissance observée depuis le début de l'année (+48,2 % sur l'ensemble de l'année). Les exportations de biens, principalement de produits alimentaires, et le nombre de touristes sont également en hausse (de respectivement 5,0 % et 11,7 %).

Aux **Seychelles**, l'activité touristique continue d'être porteuse, avec une hausse de 10,4 % sur un an du nombre de touristes au dernier trimestre 2011. Sur l'ensemble de l'année, la destination a accueilli près de 200 000 touristes.

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE A MAYOTTE

Une situation sensiblement dégradée et des perspectives pessimistes

Conséquence des mouvements sociaux qui ont perturbé l'activité de l'île pendant 44 jours en octobre et novembre 2011, le climat des affaires s'est sensiblement dégradé. Il perd 3,4 points au quatrième trimestre 2011 (après -5 points au troisième trimestre 2011) et se situe désormais très en deça de sa moyenne de longue période (-15 points), témoignant d'une économie en difficulté.

Les principaux indicateurs économiques sont en recul : le marché de l'emploi se détériore, la consommation des ménages se contracte en dépit de la baisse des prix constatée au cours du trimestre, les échanges avec l'extérieur accusent un net repli.

La situation financière des entreprises, qui enregistraient déjà, avant la crise sociale, de longs délais de paiement et des difficultés de trésorerie, est très tendue. Ainsi, nombre d'entre elles ont été amenées à demander des licenciements économiques et n'envisagent l'investissement qu'en termes de renouvellement.

Dans ce contexte de tensions sociales et de difficultés financières des collectivités locales, le gouvernement a mis en œuvre un plan de relance de l'économie et de sauvegarde de l'emploi d'un montant total de 53,4 M€ destiné à financer des opérations inscrites au contrat de projet 2008-2013. Dans ce cadre, l'Etat prendra en charge la totalité du financement de certains projets qui pourraient débiter dès le premier trimestre 2012 et qui devaient initialement être financés à la fois par l'Etat et le Département.

A l'instar des solutions envisagées à la suite de la crise antillaise de 2009, un plan Co.RAIL (Contrat de Reprise de l'Activité à l'Initiative Locale) a également été activé pour un montant total de 1,2 M€. Ce dispositif permet à l'Etat de prendre des mesures exceptionnelles pour aider les entreprises à faire face à leurs difficultés de trésorerie via des mesures visant à faciliter l'accès au crédit bancaire à court terme ou à faciliter la reprise de l'investissement à moyen terme.

Au-delà du plan de relance, un panel de mesures d'urgence a été communiqué par le préfet : étalement des charges sociales et des dettes fiscales (CSSM, CACM, DSF, TG, etc.) dans le cadre du CODEFI, possibilité de recourir au chômage partiel, etc.

Les perspectives d'une véritable reprise à court terme paraissent peu probables. Dans ces conditions, seule une relance de la commande publique, moteur déterminant de la croissance mahoraise, pourrait donner un peu de visibilité aux entreprises et leur permettre d'envisager une expansion de leurs activités.

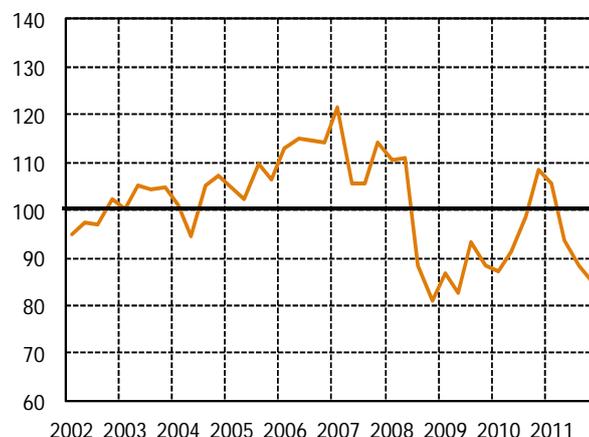
Une baisse significative des prix

Après une progression de 0,8 % au troisième trimestre 2011, l'indice des prix à la consommation est en repli de 0,9 % sur le quatrième trimestre. Cette évolution est partiellement en lien avec l'accord de sortie de crise (baisse des prix de onze produits) signé entre les grands distributeurs et l'intersyndicale. Les postes qui contribuent le plus à la baisse trimestrielle des prix sont les produits alimentaires (-2,5 %) et les produits manufacturés (-0,6 %) alors que le prix des services marchands ne progresse pratiquement pas (+0,2 %).

En glissement annuel au 31 décembre 2011, les prix à Mayotte progressent de 1,2 % : à l'exception des prix des produits alimentaires (-0,6 %) et des produits manufacturés (-1,3 %), les prix de tous les autres postes se renchérissent, en particulier ceux de l'énergie (+6,1 %), des transports et communications (+7 %) et du tabac (+11 %).

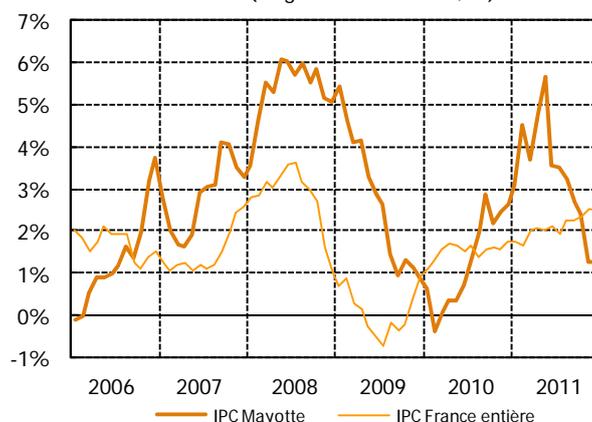
La hausse annuelle de l'IPC est maintenant bien inférieure à celle de la France entière (2,5 %).

Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = moyenne de longue période)



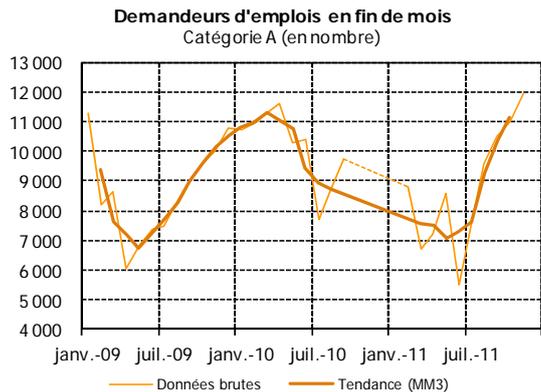
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel, %)



Source : INSEE

Des tensions sur le marché de l'emploi



Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) progresse de 13 % entre fin septembre et fin novembre 2011 (données au 31 décembre non disponibles). 70 % des chômeurs sont des femmes âgées de 25 à 49 ans et la proportion de chômeurs de longue durée (supérieure à un an) s'établit à 22 %.

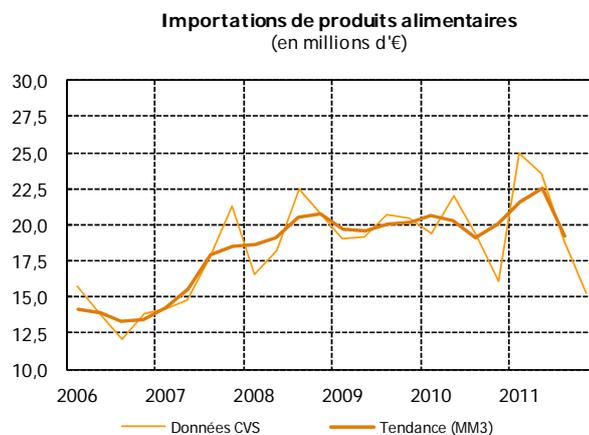
Conséquence de la crise sociale, les offres d'emploi se raréfient (-13,5 % entre fin septembre et fin novembre) et plus de moitié de ces offres d'emploi sont des contrats précaires dont la durée n'excède pas six mois.

Ralentissement de la consommation des ménages

La consommation des ménages mahorais continue de reculer. Plusieurs facteurs y ont contribué au dernier trimestre 2011 : difficultés d'accès aux commerces pendant la crise sociale, pénurie de produits en lien avec les perturbations de l'activité portuaire, etc.

Les importations des principaux produits à destination des ménages se contractent nettement : -18,9 % pour les produits alimentaires (CVS), -45 % pour les biens d'équipement ménager (CVS).

La situation financière des ménages se détériore. Après trois trimestres de recul, les retraits de cartes bancaires progressent de 4,5 % au 31 décembre 2011.



Un investissement mitigé et contraint

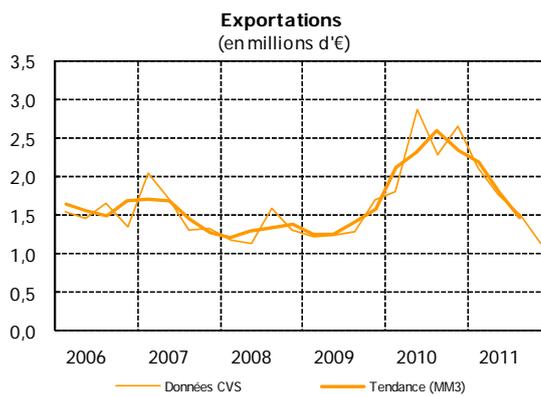
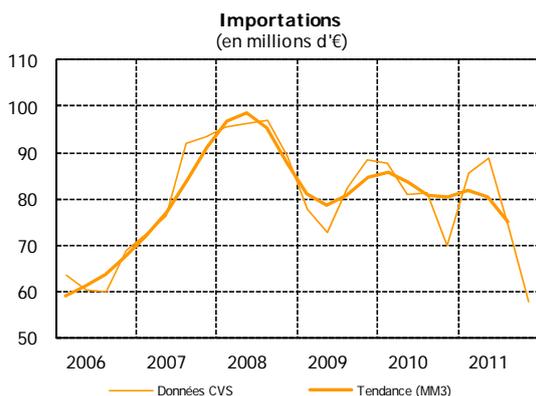
Les indicateurs d'investissement sont contrastés sur le dernier trimestre. Les importations de biens d'équipement professionnel progressent de 18 % (données CVS) alors qu'elles étaient en recul de 15 % au précédent trimestre.

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les prévisions d'investissement sont en deça de leur moyenne de longue période traduisant une absence de visibilité tant sur la commande publique que sur le climat social. L'investissement, lorsqu'il est envisagé, concerne principalement le renouvellement de matériels et la mise aux normes imposées par la départementalisation.

Déjà fragilisée par des délais de paiement de plus en plus longs et des difficultés de trésorerie, la situation financière des entreprises s'est sensiblement détériorée au quatrième trimestre 2011. Les indicateurs de vulnérabilité sont passés au rouge : +17,4 % du nombre d'incidents de paiement sur effets, +4,4 % du nombre d'interdictions bancaires.

Net recul des échanges extérieurs

Les échanges extérieurs, déjà en recul au troisième trimestre, ont souffert des mouvements de grève. Les importations et les exportations sont en repli, respectivement de 22 % et 24 % (CVS) au quatrième trimestre 2011 et de 4,5 % et 32 % sur un an.



Une activité en berne dans la majorité des secteurs

Les troubles sociaux du quatrième trimestre 2011 n'ont épargné aucun secteur de l'économie mahoraise. L'enquête de conjoncture de l'IEDOM fait état d'une activité en baisse sensible et les chefs d'entreprises ne prévoient pas de reprise à court terme.

Dans le **secteur primaire**, les importations d'espèces avicoles ont reculé de 77 % sous l'effet notamment de l'inactivité du port de commerce de Longoni. Les exportations de poissons issus de l'élevage aquacole, qui avaient déjà sensiblement diminué au troisième trimestre, ont complètement cessé.

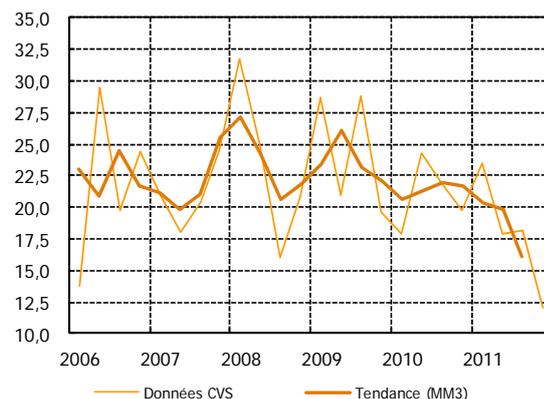
Les importations et les exportations de **produits agro-alimentaires** reculent respectivement de 10,7 % et 9,2 %. Cette activité devrait stagner au cours du premier trimestre 2012.

Les professionnels du **BTP** font état d'une dégradation sensible de leur activité. Leur situation de trésorerie continue de se détériorer en raison de volumes importants de créances sur les collectivités locales qui demeurent impayées.

Les importations de ciment reculent de 33,6 % après avoir déjà diminué de 15,6 % au troisième trimestre.

Toutefois, la baisse du prix de la tonne de sable, dans le cadre de l'accord signé le 20 décembre 2011 entre le préfet, l'intersyndicale et les entreprises du secteur de la grande distribution, pourrait favoriser une reprise des constructions individuelles.

Importations de ciment
(en milliers de tonnes)



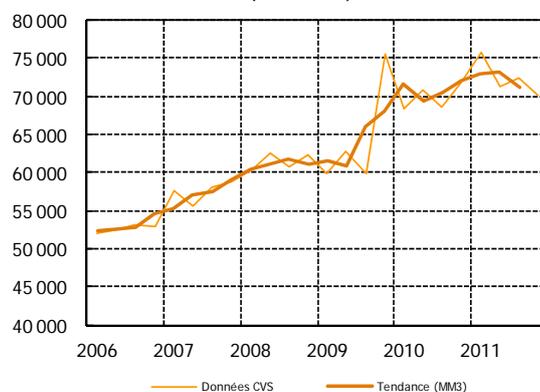
Source: Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Le secteur du **commerce** a, sans doute, été le plus impacté par la crise sociale. En effet, les fermetures forcées des magasins ont généré une perte de chiffre d'affaires pour de nombreux commerçants. Aussi, les chefs d'entreprises ne prévoient pas d'investissement pour les mois à venir. Par ailleurs, après les licenciements déjà opérés et sous l'effet de l'augmentation du SMIG de 4,5 % au 1^{er} janvier 2012, les chefs d'entreprises n'envisagent aucun recrutement.

Le secteur du **tourisme** subit et devrait continuer à subir pendant quelques trimestres les effets de la crise sociale, la destination Mayotte ayant été fortement décriée. En effet, dès les premiers jours du mouvement, les annulations de séjours et de prestations de services (location de véhicules, activités nautiques) se sont multipliées. Le nombre de passagers (hors transit) enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi a reculé de 3,1 % (CVS) au dernier trimestre 2011. Toutefois, le secteur continue de se structurer. Dans le sillon du concept « Iles Vanilles », l'association des îles concernées annoncent la création d'un carnaval annuel. La première édition est prévue aux Seychelles en mars 2012.

L'activité du **secteur des services marchands** demeure en deçà de sa moyenne de longue période. Selon les chefs d'entreprises, les tensions sur la trésorerie se sont aggravées entraînant une baisse des effectifs.

Trafic passager à l'aéroport de Dzaoudzi
(en nombre)



Source: Aéroport de Mayotte, désaisonnalisé par l'IEDOM

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 27 février 2012 – Dépôt légal : février 2012 – ISSN 1952-9619